



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
31 août 2012
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs

Sixième réunion

Vienne, 30 et 31 août 2012

Projet de rapport

V. Débat thématique sur la coopération aux fins de confiscation: article 54 (Mécanismes de recouvrement de biens par la coopération internationale aux fins de confiscation) et article 55 (Coopération internationale aux fins de confiscation)

1. Des intervenants des États-Unis d'Amérique ont présenté leur cadre juridique concernant les dispositions de la Convention relatives à la confiscation, ainsi que les expériences et les difficultés rencontrées. Les résultats se fondaient sur quatre affaires de corruption de haut niveau pour lesquelles le recouvrement d'avoirs avait été demandé par les États-Unis. L'exécution des décisions judiciaires étrangères était la tendance générale. Cependant, elle ne pouvait aboutir si une décision finale ne pouvait être obtenue dans le pays requérant ou si elle ne portait pas sur des biens sis à l'étranger. Entamer des procédures pénales nationales aux États-Unis était une solution de rechange, mais qui présentait des difficultés lorsque l'accusé n'était pas présent sur le territoire, ou lorsque les États-Unis n'avaient pas compétence. Des expériences positives ont été mentionnées concernant le recours à la confiscation sans condamnation. Les États-Unis pouvaient prendre des décisions de gel et geler les avoirs pendant 30 jours. Compte tenu des difficultés rencontrées dans les affaires de recouvrement d'avoirs, la loi avait été modifiée pour permettre l'exécution de décisions de saisie ou de gel prononcées à l'étranger en l'absence de décision de justice dans le pays requérant. Des intervenants ont aussi présenté une affaire dans le cadre de laquelle les États-Unis ont intenté une action pour des avoirs situés à Singapour liés à une affaire de corruption au Bangladesh, le lien avec leur compétence étant que les fonds avaient été transférés par l'intermédiaire d'une banque sise aux États-Unis. Il a été souligné que selon le droit des États-Unis, le délai de prescription était suspendu lorsque les avoirs ne se trouvaient pas aux États-Unis.



2. Des intervenants ont en outre souligné que dans ces affaires, les États-Unis dépendaient dans une large mesure des informations fournies par le pays requérant. Pour certaines affaires, la conduite avait été légitimée par le pays requérant en raison de l'influence de fonctionnaires corrompus, ou les fonctionnaires avaient été acquittés. Les enquêteurs ou les procureurs avaient refusé d'apporter des preuves par peur des représailles ou parce que les preuves étaient difficiles à évaluer, en particulier dans les cas où un changement de régime avait eu lieu après une longue période. De plus, lorsque le fonctionnaire avait été au pouvoir pendant de nombreuses années, il était difficile d'établir avec certitude l'origine légale ou illégale des avoirs. Les moyens financiers limités en matière d'enquête dans le pays requérant pouvaient également entraver l'établissement du lien entre l'acte de corruption et les avoirs. La double incrimination était considérée comme un défi, en particulier s'agissant des infractions de fausse déclaration de patrimoine, de malversation et d'enrichissement illicite, qui n'étaient pas des infractions pour lesquelles une décision de confiscation pouvait être prise aux États-Unis. En outre, les préoccupations au sujet des garanties d'une procédure régulière dans le pays requérant pouvaient entraver l'exécution des décisions étrangères.

3. L'intervenant de la France a indiqué que le système juridique français reposait sur la condamnation pénale et que la confiscation ne pouvait être prononcée qu'à titre de peine complémentaire. Une décision de confiscation pouvait toutefois être exécutée sur la base de demandes d'entraide judiciaire, au vu des décisions de la Cour de cassation en 2003, confirmées en 2009. Une demande de confiscation civile pouvait être exécutée en France dans deux conditions: lorsque la décision qui sous-tendait la demande de confiscation était définitive et contraignante et que son exécution n'était pas contraire à l'ordre public; ou lorsque le produit aurait pu être confisqué dans le cadre de procédures similaires dans le droit français.

4. En vertu du droit français, la confiscation est divisée en trois grandes parties: premièrement, l'identification du produit du crime, effectuée par des structures multidisciplinaires, notamment les groupes d'intervention régionale spéciaux de la police et différents organismes administratifs; deuxièmement, la saisie, qui commence par l'établissement de dossiers spéciaux au stade de l'enquête, étape préparatoire nécessaire pour la confiscation; troisièmement, la confiscation en tant que telle, dont le champ d'application est très large car cette sanction est applicable pour toute infraction pénale punie d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an et peut porter sur tous les biens appartenant à la personne concernée ainsi que tous les biens à sa disposition même si elle n'en est pas le propriétaire légitime. Actuellement, la législation prévoit également la confiscation de la valeur équivalente des avoirs.

5. En 2010, la France avait mis en place une agence spécialisée de gestion des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) qui avait depuis lors traité 10 000 affaires portant sur des avoirs confisqués représentant une valeur de 400 millions d'euros.

6. Dans la pratique, les demandes d'entraide judiciaire étaient reçues par le Ministère de la justice, en tant qu'autorité centrale, et transmises par l'intermédiaire du Bureau du procureur de Paris. Des problèmes avaient été rencontrés s'agissant des délais de traduction, qui pouvaient être de plusieurs mois en raison de la complexité des demandes et des informations qui y figuraient. Des retards intervenaient aussi du fait qu'il était nécessaire d'obtenir des renseignements supplémentaires pour identifier les personnes concernées et localiser les avoirs, et

ces derniers étaient alors déplacés. Pour surmonter ce problème, le Ministère avait essayé de renforcer la communication informelle et le suivi régulier avec différentes autorités concernées. Un accusé de réception automatique de la demande serait aussi envoyé aux États requérants. Des séminaires sur la confiscation d'avoirs étaient organisés à l'intention d'autorités étrangères, ainsi que des formations pour les praticiens français. Pour illustrer ce processus, l'intervenant a fait état d'une affaire récente qui avait entraîné la confiscation d'avoirs au titre de l'infraction de blanchiment d'argent. S'agissant des délais de prescription, il a signalé qu'ils étaient relativement courts pour la plupart des infractions de corruption, à savoir trois ans en moyenne, mais que l'interprétation de la Cour de cassation avait fixé le point de départ de la prescription au jour à compter duquel une action publique en la matière pouvait raisonnablement être engagée, c'est-à-dire lorsque des éléments de l'infraction avaient été découverts. Le fait que des procédures pénales étaient souvent ouvertes pour recel contribuait également à atténuer le problème, puisque le recel, en tant qu'infraction continue, ne disposait d'aucune période de prescription.

7. L'intervenant pour l'Indonésie a mis l'accent sur un certain nombre de difficultés liées au recouvrement d'avoirs, notamment la nature transnationale de la corruption et les différences entre les systèmes juridiques. Compte tenu des problèmes rencontrés, l'Indonésie avait adopté une démarche plus active, en créant l'Équipe spéciale de recouvrement d'avoirs. Il était également prévu, entre autres, d'instaurer le Bureau de recouvrement d'avoirs, qui disposerait de responsabilités et de pouvoirs élargis. Se fondant sur les expériences de l'Indonésie avec diverses agences participant au processus de recouvrement d'avoirs, l'intervenant a souligné l'importance de la coordination interinstitutions. L'Indonésie avait appliqué les mesures de coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs figurant aux articles 54 et 55. Les demandes d'assistance judiciaire pouvaient être communiquées directement à l'autorité centrale (Bureau du Procureur général) ou bien transmises directement d'un ministère public à l'autre. L'entraide judiciaire fournie par l'Indonésie se fondait sur le principe de la réciprocité.

8. Le représentant du Brésil a fait part de l'expérience du Bureau du Procureur général. Il a été souligné que, pour le recouvrement d'avoirs, le Bureau s'appuyait généralement sur des procédures civiles. Trois groupes spécialisés avaient été créés en son sein: le Groupe des affaires internationales, chargé d'engager des procédures civiles à l'étranger et de donner suite aux demandes d'entraide reçues par le Brésil; le Groupe proactif de lutte contre la corruption, chargé essentiellement du recouvrement d'avoirs dérivés des finances publiques; et le Groupe du recouvrement d'avoirs des principaux débiteurs, qui s'attachait aux affaires impliquant des autorités fédérales et des fondations publiques. Des exemples positifs de recouvrement d'avoirs du Brésil auprès de divers États ont été présentés. L'intervenant a également décrit de récentes expériences positives en matière de localisation et de gel de fonds conformément aux résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Cependant, dans ce dernier cas, l'ordonnance de gel avait été levée une fois l'institution rayée de la liste des entités soumises au gel d'avoirs au titre de ces résolutions. Selon l'intervenant, les retards dans les procédures pénales au Brésil constituaient l'une des principales difficultés auxquelles se heurtaient les procédures de recouvrement d'avoirs. Le Brésil disposait d'avoirs d'une valeur de plus de 2 milliards de dollars des États-Unis gelés dans d'autres États, qui ne pouvaient lui être renvoyés en raison de l'absence de jugements définitifs concernant ces affaires au Brésil même.

9. Dans la discussion qui a suivi, la tendance croissante dans de nombreux pays en faveur de la confiscation d'avoirs sans condamnation a été reconnue. Certains orateurs ont souligné les expériences positives en la matière, en particulier s'agissant d'affaires concernant la criminalité organisée et la grande corruption. L'un d'entre eux a rapporté que le caractère exécutoire de décisions étrangères de confiscation d'avoirs sans condamnation avait récemment été étendu à toutes les juridictions étrangères. D'autres orateurs ont fait part des inquiétudes de leurs pays en ce qui concerne la législation en matière de confiscation d'avoirs sans condamnation, se fondant sur le droit de propriété et la présomption d'innocence. Il a été fait référence aux négociations sur la confiscation en cours au sein de l'Union européenne. Si la Cour européenne de justice avait récemment décidé que la confiscation d'avoirs sans condamnation ne constituait pas une violation du droit de propriété ou de la présomption d'innocence, on n'était pas encore parvenu à un accord sur une directive européenne, car les opinions étaient très partagées.

10. L'importance de la communication spontanée d'informations sur les avoirs par les États où ces avoirs se trouvaient a été soulignée. Il a été recommandé d'encourager les mesures renforçant la confiance entre États requérants et États requis, afin de promouvoir la communication spontanée d'informations. Certains orateurs ont insisté sur la nécessité d'améliorer la coordination et l'échange d'informations sur les avoirs et sur les procédures et systèmes judiciaires. De manière similaire, plusieurs orateurs ont relaté leur expérience et mis en exergue les obstacles de procédure auxquels ils faisaient face dans leurs pays et qui entraînaient de longues procédures, tout d'abord pour la confiscation, puis pour la restitution des avoirs.
